

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Français-immigrés, une seule classe ouvrière

MERCREDI 18 octobre à Metz, la police s'est violemment attaquée à une manifestation de travailleurs, résidents d'un foyer Sonacotra, blessant vingt d'entre eux dont huit ont dû être hospitalisés pour traumatismes et fractures. Voilà qui vient démentir une fois de plus les protestations d'innocence d'un gouvernement qui voudrait se faire passer pour antiraciste. Car enfin la police, c'est bien le pouvoir qui la commande ! C'est ce même pouvoir qui, depuis la circulaire Fontanet-Marcellin jusqu'aux mesures Stoléro, s'est acharné à renforcer l'inégalité entre ouvriers français et immigrés, à favoriser les discriminations et le racisme. Lors des dernières élections et depuis, les partis proches du gouvernement n'ont-ils pas fait campagne sur un thème qui tend à rendre les immigrés responsables du chômage. Le pouvoir n'a-t-il pas laissé l'extrême-droite prétendre de façon raciste à la télévision : « Un million d'immigrés en moins, un million de chômeurs qui pourraient trouver du travail ».

La bourgeoisie veut expulser de France un certain nombre de travailleurs immigrés, notamment ceux qui sont parmi les plus combattifs, tout en renforçant l'arsenal de décrets et de lois qui lui permet d'exercer une pression accrue sur cette partie de la classe ouvrière.

Elle a peur de l'unité plus grande qui se construit entre ouvriers français et immigrés quand ils luttent au coude à coude contre les patrons et le gouvernement. Voilà les raisons pour lesquelles elle s'efforce de faire un travail de division en cantonnant les immigrés dans un statut inférieur, en cherchant à les faire considérer comme une catégorie à part et à susciter dans la classe ouvrière des réflexes racistes ou xénophobes. Vis-à-vis de cette politique, les dirigeants du PCF font preuve pour le moins d'une grande complaisance. N'ont-ils pas mis en avant, à propos de la grève récente des marins, des mots d'ordre chauvins susceptibles de favoriser le racisme, en déformant les revendications syndicales ?

Ne prétendent-ils pas dans les municipalités qu'ils tiennent qu'il faut limiter le nombre d'immigrés notamment en les refusant dans les HLM ?

Le pouvoir s'efforce de diviser la classe ouvrière et l'attitude chauvine des dirigeants du PCF tend à accentuer cette division contraire aux intérêts de tous les travailleurs syndiqués et non-syndiqués, membres du PCF ou d'autres partis français ou immigrés.

Face à cela, notre réponse doit être de mener tous ensemble la lutte contre le racisme qui est aussi la lutte contre la division et pour la reconstruction de l'unité de la classe ouvrière. Notre attitude doit être également de soutenir les justes luttes des travailleurs immigrés comme cela a déjà commencé à l'égard de la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

*Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière.
Égalité des droits, abolition des mesures Stoléro*

Jean QUERCY

Contre le racisme et la répression Unissons-nous !

*Manif.
Samedi
à 14 h
Métro
Barbès
organisée
par le
Comité de
coordination
des foyers
Sonacotra
en lutte*



A la manifestation du 8 juillet

(Photo commission culturelle du Comité de coordination)

De nouveau Barre s'en prend à la Sécurité sociale

DANS une interview au journal *La Croix*, Barre revient à la charge contre le prétendu déficit de la Sécurité sociale. L'objectif du pouvoir est de liquider la protection sociale acquise par les luttes.

Le pouvoir pour justifier sa politique s'appuie sur le fait que la population française vieillit et qu'une disproportion s'est créée entre ceux qui cotisent (les actifs) et ceux qui perçoivent des retraites. Ces derniers, en proportion, deviennent de plus en plus nombreux. Ce déséquilibre serait à l'origine d'un déficit de la caisse-vieillesse. Autre argument : les dépenses des travailleurs pour leur santé sont trop élevées. D'autre part, les salaires étant très faiblement augmentés en raison du

blocage imposé par Barre et Giscard, les cotisations augmentent peu et moins d'argent entre dans les caisses. Enfin, l'accroissement du chômage accentue cet effet puisque moins de travailleurs cotisent.

Le blocage des salaires, le chômage massif invoqués contre les travailleurs, il faut être Barre pour le faire. Qui bloque les salaires, qui favorise le chômage sinon Barre, Giscard et les capitalistes ? Une fois encore, le pouvoir veut faire des travailleurs, des vieux, des chômeurs, des malades, les responsables du déficit de la Sécurité sociale.

La pilule est d'autant plus forte que Barre ne dit rien des six milliards que doivent les patrons à la Sécurité sociale. D'autre part, le pouvoir fait supporter à la Sécurité

sociale les frais de formation des médecins et des infirmières dispensée dans les hôpitaux ainsi qu'une partie des investissements hospitaliers. Enfin, une partie de l'argent du régime général qui assure la protection sociale de l'immense majorité des travailleurs sert à combler le déficit de certains régimes particuliers : exploitants agricoles, commerçants, artisans, professions libérales.

Le pouvoir parle d'un déficit de six milliards. Si seulement les patrons payaient leurs dettes, ce prétendu déficit n'existerait plus. Pour le gouvernement, le but n'est pas de combler le déficit mais de liquider une bonne partie de la Sécurité sociale afin d'alimenter les caisses des monopoles pour lesquels le pouvoir est toujours généreux.

Mercredi 2 blessés graves à Caen

Manifestation de riposte vendredi

ACAEN a lieu vendredi une manifestation pour protester contre les violences policières qui, mercredi, avaient fait deux blessés graves. L'un d'eux, Pierre Nicole, a subi l'énucléation de l'œil droit.

La manifestation a lieu à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN. Elle n'est pas seulement dirigée contre la répression mais aussi contre le chômage très important en Basse-Normandie. Cette région compte 30 167 chômeurs. Des licenciements menacent les ouvriers de la Saviem (6 500 salariés) et de la Société de métallurgie de Normandie (5 600 salariés). C'est d'ailleurs à l'initiative de la section CFDT de cette entreprise qu'avait eu lieu mercredi la journée « Caen paralysé ».

La pression soviétique en Europe du Nord

Vers des troupes russes en Finlande ?

L'IMPORTANCE des manœuvres soviétiques actuelles en Asie et en Afrique, peut parfois faire perdre de vue que l'objectif fondamental de la rivalité des deux superpuissances reste l'Europe. Il faut bien considérer que toutes ces manœuvres, si elles font partie d'un plan à long terme d'encerclage de l'Europe, n'en sont qu'un aspect. Beaucoup plus discrète, mais peut-être beaucoup plus efficace et dangereuse est la pression soviétique sur l'Europe du Nord. Pays peu peuplés (17 millions d'habitants à eux trois), la Suède, la Norvège et la Finlande forment une sorte de bouchon au-dessus de l'Europe. En cas de conflit, cette voie pourrait s'avérer beaucoup plus tentante pour les forces soviétiques qu'une frontière allemande relativement bien défendue. De plus, il faut constater que les gouvernements de ces pays n'offrent pas tous une résistance aussi ferme aux emprises du social-impérialisme.

D'après les sources politiques et militaires d'Europe du Nord, les Soviétiques feraient actuellement pression sur le gouvernement finlandais afin que soient organisées conjointement des manœuvres militaires. Cette question de manœuvres communes qui remettraient en cause le statut de neutralité que la Finlande tente de préserver à été abordée à deux reprises lors de la visite que fit en juillet dernier en Finlande, le ministre soviétique de la Défense, le maréchal Oustinov. Le problème aurait à nouveau été mis sur le tapis lors d'une

entrevue en septembre entre Kossyguine et le président Kekkonen. Il semble toutefois que jusqu'ici le gouvernement finlandais ait pu résister à ces pressions.

Un autre indice de cette offensive soviétique réside dans la campagne de presse menée par le journal de l'aile pro-soviétique du Parti communiste finlandais. A de nombreuses reprises, celui-ci a en effet réclame que soient organisées « des manœuvres finno-soviétiques conjointes à un quelconque degré ». Face à l'émotion populaire, celui-ci a cependant dû faire marche arrière

par la voix de son rédacteur en chef qui a précisé que ses éditoriaux avaient été mal compris et que par manœuvres communes il fallait comprendre des activités comme le sport ou des échanges de troupes. La différence est en effet subtile...

Dans le cadre de son objectif principal de mettre toujours plus sa main sur l'Europe, il faut voir deux bonnes raisons au moins à ces pressions soviétiques. D'une part, le président Kekkonen arrive bientôt en fin de mandat et le choix d'un successeur est encore très flou. Les Soviétiques tenteraient ainsi de faire pression sur la situation politique intérieure finlandaise en montrant ainsi leur désir de ne pas voir être comme président quelqu'un qui leur déplairait trop. D'autre part, il s'agit pour Moscou de la réalisation d'une politique des « petits pas » en Europe du Nord afin d'accroître leur pression sur la région et de remettre en cause la situation stratégique actuelle. En testant ainsi les réactions occidentales, les Soviétiques sauraient ainsi jusqu'où ils peuvent aller pour le moment...

C'est d'ailleurs aussi une préoccupation du gouvernement finlandais qui se



En noir sur la carte : la Finlande.

voit coincé entre son très entreprenant grand voisin et l'ensemble de tous les autres pays de la région. Jusqu'ici le gouvernement d'Helsinki a tenté de maintenir un équilibre, en achetant notamment et pour des raisons diplomatiques, des équipements militaires à l'Ouest comme à l'Est. Mais il semble que là aussi Moscou lui ait quelque peu forcé la main afin de lui faire acheter des batteries anti-aériennes SAM dont il n'avait pas un besoin évident. A trop jouer avec le feu, le gouvernement finlandais risque bien de se réveiller un matin quand il sera trop tard pour oser répondre *ni* à Moscou. Et cela aurait des conséquences extrêmement graves pour l'ensemble de l'Europe.

Serge FOREST

France-Espagne

Communiqué commun ORT-PCML

UNE délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste présidée par son secrétaire général Jacques Jurquet et une de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs présidée par son secrétaire général, José Sanroma Aldea ont eu des entretiens fraternels à Paris les 22 et 23 octobre 1978.

Des thèmes d'intérêt commun ont été abordés comme la situation du Mouvement communiste international vu à la lumière de la théorie des trois mondes, véritable ligne stratégique du prolétariat international. La situation politique des pays respectifs a également été examinée et notamment les problèmes qui découlent de l'éventuelle entrée de l'Espagne dans le Marché commun européen, tant pour des fractions du peuple français que des peuples d'Espagne.

Le PCML et l'ORT s'engagent à travailler pour que, à travers le dialogue et la lutte commune se renforce l'unité de leurs peuples, contribuant ainsi au renforcement de l'unité européenne contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances.

De même ont été échangées des expériences de la lutte que les deux partis

mènent contre le révisionnisme dans leurs pays respectifs et contre l'activité hégémonique des deux superpuissances qui engendrent le danger de guerre et en particulier contre le social-impérialisme soviétique qui se trouve à l'offensive.

Le PCML et l'ORT saluent, comme un signe très positif dans la situation internationale actuelle, le renforcement des positions antihégémoniques et aussi les rapports croissants entre l'Europe et la République populaire de Chine. Ils constituent un pas important dans le développement du Front uni mondial antihégémonique.

Le PCML et l'ORT considèrent comme opportun d'affirmer leur soutien au Kampuchea démocratique dans le moment actuel.

Le PCML et l'ORT ont constaté avec satisfaction qu'après avoir signé un communiqué commun à Madrid le 15/6/78, la collaboration qu'ils ont entamée profite à l'amitié historique qui existe entre les classes ouvrières et les peuples de France et d'Espagne, et, par conséquent, réaffirment la nécessité de continuer à la renforcer.

Fait à Paris le 23 octobre 1978. ORT-PCML

L'appel d'Irina Orlova, épouse de Youri Orlov

Les camps de Brejnev...

NOUS publions ci-dessous l'appel d'Irina Orlova, l'épouse de Youri Orlov, paru dans le bulletin No 1 du Comité des physiciens français, pour la défense de Youri Orlov, ce physicien russe, fondateur et président du « Groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki », poursuivi par les auto-

rités soviétiques pour avoir « systématiquement fait de l'agitation et de la propagande antisoviétique dans la période 1973-1977 ». Jugé en mai de cette année, il était condamné à 7 ans de camp à régime sévère et cinq ans d'assignation à résidence. Le témoignage que voici sur ses conditions de détention en dit long sur la répression

fasciste qui sévit en URSS.

« Depuis le 4 août, mon mari, Youri Orlov, est au camp No 35 de la région de l'Oural. Le 21 août, j'ai eu une entrevue avec lui là-bas. Dès le jour de son arrivée au camp, Orlov a déclaré à l'administration qu'il continuait à se considérer comme membre du Groupe d'Helsinki moscovite et qu'il ne se trouvait pas au camp que comme détenu mais aussi comme observateur au titre du Groupe.

Orlov m'a dit qu'il était tombé malade dès son arrivée au camp à la suite du dur et épuisant voyage.

Sur ce voyage, il m'a raconté ce qui suit : les conditions sont dures pour tous les détenus, politiques et droit commun. Les wagons Stolypine servant au transport sont bondés à une fois et demie leur capacité. On y est serré et entassé dans une atmosphère irrespirable. On distribue aux détenus du hareng, du pain et du sucre, mais l'eau n'est

fournie qu'au bout de 8 à 9 heures, alors que le règlement prévoit une distribution toutes les quatre heures. On n'est escorté aux toilettes que toutes les 8-9 heures. Un vieillard ne put y tenir et tenta de se soulager dans un sac.

L'administration de la prison de Lefortovo ne m'avait pas autorisée à transmettre un gobelet à Orlov avant son départ, aussi dut-il pendant le voyage boire dans un sac en plastique.

Orlov m'a dit avoir été atterré par la grossièreté et la cruauté des convoyeurs, et plus particulièrement de celui qui l'a escorté depuis Moscou jusqu'à la prison de transit de Vyatka.

Dans les prisons de transit, dit-il, à Vyatka comme à Perm, la misère et la crasse sont terribles. C'était impossible de boire au seau commun. Il passa une nuit à même les planches, sans matelas ni couverture.

De la station Vsepyatskaya jusqu'au camp, il fut



Madame Irina Orlov et des dissidents soviétiques manifestent devant le tribunal où était jugé le physicien Youri Orlov.

escorté par six hommes armés de fusils automatiques et un chien. Il dut, de nuit, faire près de six kilomètres à pied. Il était totalement à bout de forces, les sangles de son sac s'étaient déchirées sous les chocs répétés et ce n'est qu'à l'arrivée devant le camp que l'officier ordonna à l'escorte de l'aider.

Orlov m'a dit qu'au camp il allait travailler comme tourneur, huit heures par jour, dimanches exceptés. Sur l'argent gagné, il pourra dépenser cinq roubles par mois au magasin du camp.

Il a l'intention d'adresser une plainte à la Procuration de l'URSS sur le fait que le commandement du camp n'a aucun droit de punir ceux des détenus

qui font des réclamations ni de considérer celles-ci comme une infraction au règlement. Il veut également réclamer contre la mauvaise nourriture.

Enfin, Orlov m'a dit qu'avant son départ l'administration de la prison de Lefortovo lui avait confisqué les articles scientifiques rédigés pendant sa détention. Il a averti cette administration, ainsi que le commandement du camp, qu'il entamerait une grève de la faim si on ne les lui rendait pas.

Je demande aux amis et connaissances de mon mari de lui écrire. Je demande aux collègues de lui envoyer des revues scientifiques.

Irina Orlova

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Contre l'intervention policière à Tolbiac

PLUS de 5 000 étudiants se sont réunis jeudi en fin d'après-midi pour protester contre l'intervention policière de mercredi dernier à la faculté de Tolbiac à Paris. Des étudiants de Nanterre, Jussieu, des Arts-déco, de Panthéon-Sorbonne, entre autres, s'étaient joints aux étudiants de Tolbiac. Les syndicats enseignants du SNES-SUP, du SGEN et de la CGT appelaient également à cette manifestation. Le défilé s'ébranlait vers 16 h 30 en direction du siège du secrétariat aux universités, précédé et suivi par un très important service d'ordre de CRS et de brigades mobiles. C'est devant ce grand déploiement policier que j'ai eu la conversation suivante avec une dame du quartier :

- Ils ont chargé ?
- Non, pas pour le moment.
- Parce qu'hier, ils ont chargé vous savez. Il y en avait plein partout. Les rues étaient barrées. Je suis allée les voir pour leur demander ce qu'ils faisaient. Ils m'ont dit : " On est là parce que des jeunes sont dans la fac ". Il y avait une petite jeune qui voulait passer par une rue barrée. Le chef, un gros, ne l'a pas frappée, non, il faut dire les choses exactement, mais il l'a repoussée avec son bâton. Je n'ai pas pu supporter, j'avais envie d'y aller. Qu'est-ce qu'ils ont frappé ! A la pharmacie, il y avait un petit jeune. Il a fallu appeler les pompiers, et puis une jeune fille, elle avait plein de marques de coups de trique sur le cou. Vous vous rendez compte sur une jeune fille ! Et puis même sur un gars ! C'est vraiment un sale métier qu'ils font là.

Procès de 4 noirs américains

31 juillet 1972 : un DC8 qui fait la liaison Détroit-Miami est détourné : destination Alger. Les détournements sont fréquents à cette époque, notamment des USA vers Cuba. Mais celui-ci a une signification particulière. Il est opéré par trois jeunes hommes noirs et deux femmes noires, accompagnés de leurs trois enfants. Aucune violence n'est exercée, les passagers sont débarqués à Miami ; certains d'entre eux ne cachent pas leur sympathie à nos héros. Un million de dollars sont embarqués qui devront être remis aux Panthères noires.

26 mai 1976 : quatre d'entre eux (les deux couples) sont arrêtés par la police française et écroués à Fleury-Mérogis. Novembre 1976 : la demande d'extradition américaine est rejetée. Mais le 20 novembre prochain, un tribunal devra juger en cour d'assises d'une infraction commise aux USA et pourtant déjà reconnue comme un acte politique. (On peut lire à ce sujet l'article de notre bimensuel No 42).

Ce procès débutera lundi à 13 h 30 en cour d'assises, au palais de justice de Paris, en séance publique. Il durera toute la semaine. Que nos lecteurs y assistent nombreux !



Les quatre Noirs-américains qui doivent être jugés à partir de lundi devant la cour d'assises du palais de justice de Paris.

AVIGNON
(Salle de la mairie)

Réunion sur le
CAMBODGE

Lundi 20 novembre à 20 h 30
Avec Alain Castan de retour du Kampuchéa

Grève des lycées de Rennes

DEPUIS lundi plusieurs lycées sont en grève : le lycée et le LEP de Bréquigny sont en grève depuis que le LEP Victor Rault est venu en manifestation au lycée pour faire débrayer les élèves. Mardi, une manifestation a été organisée avec les lycées Joliot Curie, Jean Mathéy, les LEP Victor Rault, Laennec, Leclerc, Coët-logon et avec le lycée La Poterie. Cette manifestation a regroupé près de 4 000 lycéens et élèves de LEP. Le lycée et le LEP Leclerc sont toujours en grève aujourd'hui jeudi 17.

Près de cinq cents élèves occupent le lycée pour obtenir des revendications comme les permanences facultatives, le droit d'affichage et de réunion, le droit d'inviter des associations politiques ou culturelles extérieures au lycée, pour de meilleures conditions d'internat et aussi pour des revendications plus générales : 25 élèves par classe, plus de professeurs, notamment en éducation physique, contre les stages gratuits en entreprise pour les élèves de LEP.

Les élèves du lycée et du LEP occupent et continuent encore vendredi matin.

Correspondant Rennes

Commando CFT à l'EDF - Levallois

MARDI 14 puis jeudi 16, un commando CFT de la maîtrise de Citroën-Levallois, accompagné d'une centaine de travailleurs manipulés est venu bloquer les portes du centre EDF d'Asnières.

Des grèves sectorielles éclatent en ce moment un peu partout à EDF, pour riposter aux mauvaises conditions de travail, contre les effectifs insuffisants, les salaires de misère imposés par le plan Barre et appliqués avec zèle par les directions d'EDF. La CFT de Citroën-Levallois a pris prétexte d'un tel mouvement (avec coupure) pour mener ces deux attaques contre les travailleurs d'EDF et a même bloqué jeudi les portes du centre-Nord. Les travailleurs manipulés par les fascistes de la CFT et entraînés dans ces opérations étaient pour une bonne part immigrés : la CFT (et derrière elle la direction de Citroën)

utilise de conditions particulièrement difficiles qui leur sont faites pour faire ainsi pression sur eux (mesures Stolér, carte CFT obligatoire à l'embauche, etc.)

Les travailleurs de l'EDF ont vivement protesté et essayé de discuter avec les travailleurs de Citroën.

La direction du centre EDF a « fait appel » à la police : en fait un commissaire est venu discuter avec le chef de centre et les responsables de la CFT !

Quand il s'agit d'expulser des travailleurs en grève qui occupent leur lieu de travail les flics interviennent en force et en nombre, mais quand il s'agit d'un commando CFT...

Il faut combattre cette sinistre organisation CFT spécialisée dans les provocations et attaques contre les grévistes et qui prête ainsi main forte à tout l'appareil anti-grève du pouvoir et du patronat !

FEST-NOZ DE SOUTIEN
aux élèves-infirmiers DE pour l'obtention
du statut de travailleurs en formation

Le samedi 18 novembre à Plouigneau à 21 heures
(Salle des fêtes)

Avec les Klaskerien et les chanteurs et sonneurs de la région.

Entrée 6 F

Au Jour le Jour.

Barre le 15/11/1978 :
Les chômeurs qui créent
une entreprise seront
exemptés d'impôts pen-
dant six mois.

les apprentis
qui sont
embauchés
auront droit
à un bleu
supplémentaire

les petits paysans
qui hont bas
de dettes
auront droit
au mérite
Agricole

les étudiants
qui trouvent
du boulot à
la sornie ont
droit à une
bourse

les patrons
au chômage
ont droit à
un billet pour
la Suisse



Chine

Deux événements qui viennent d'avoir lieu en Chine suscitent de nombreux commentaires : d'une part, le comité de parti de la municipalité de Pékin a affirmé que ce qu'on a appelé « l'incident de la place Tien An Men » était une action révolutionnaire, d'autre part, cinq leaders des Gardes rouges « ont été arrêtés et châtiés ».

Nous y reviendrons longuement dans notre prochaine édition, en particulier à partir du livre de Hinton intitulé « La Révolution culturelle à l'université Tsinghua » écrit en 1970 (bien avant la mort de Mao Tsé-toung) et qui éclaire bien la personnalité d'un de ces leaders Kuai Ta-fu.

En bref ...

Les négociations de Camp David sont toujours au point mort. Les Israéliens refusent toujours, comme le demande le président Sadate, d'organiser des élections dans les territoires occupés sur le problème de l'autodétermination...

Une quarantaine de femmes iraniennes ont entamé une grève de la faim à Meched pour soutenir les revendications politiques du mouvement religieux. Plusieurs dizaines de personnes sont actuellement arrêtées tous les jours dans les principales villes iraniennes...

Le dirigeant éthiopien Mengistu est actuellement à Moscou. Cette deuxième visite en une année pourrait se solder par un échange de bons procédés entre Mengistu et Brejnev. Le premier accepterait de signer un traité d'amitié avec l'URSS comparable au traité soviéto-vietnamien, en contrepartie, l'URSS s'engagerait encore plus à fond dans la guerre contre les patriotes érythréens...

L'Allemagne de l'Est a fait savoir qu'elle s'opposerait à la création d'un haut commissariat pour les droits de l'homme auprès des Nations-Unies comme l'ont proposé plusieurs pays. D'après elle ce serait un frein au droit l'homme. C'est vrai qu'elle est experte en la matière.

Ceausescu, chef de l'Etat du Parti communiste roumain, est en visite dans la capitale yougoslave. Outre un renforcement de la coopération économique entre ces deux pays, qui tiennent beaucoup à conserver leur indépendance face à Moscou, les discussions porteront sans doute sur la situation dans les Balkans et le voyage effectué au mois d'août par le président chinois, Houa Kouo-feng. On se souvient que Moscou avait violemment attaqué la Chine mais aussi la Roumanie et la Yougoslavie qui acceptaient de recevoir Houa Kouo-feng. Ceausescu et Tito avaient répliqué en indiquant qu'ils étaient libres de recevoir qui ils voulaient.

L'Albanie récidive

Voici quelques-uns des propos tenus par Enver Hoxha lors d'un discours, le 9 novembre, à Tirana :

« De même, la visite de Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie est le prolongement du plan de la direction chinoise, de Chou En-lai et consorts, pour créer ou pour encourager des blocs d'Etats contre le socialisme soviétique et surtout pour susciter des provocations en Europe, qu'elle souhaite voir devenir le théâtre de la troisième guerre mondiale, où s'affronteront et se détruiront l'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique et les pays européens, alors que la Chine, elle, restera à l'écart de cette conflagration » (...)

« En outre, la Chine nourrit des visées expansionnistes vers la Sibérie et d'autres régions de l'Union soviétique, vers la Mongolie, vers l'Asie centrale » (...)

« Le Parti du travail d'Albanie agit de façon juste en démasquant les théories et l'activité antimarxistes de la direction chinoise, fondée sur la prétendue pensée-maotsetoung, qui ne

peut être ni n'a jamais été marxiste-léniniste » (...)

« Par contre, les attitudes de la direction chinoise envers l'Albanie, n'étaient marxistes-léninistes qu'en apparence et comme l'ont démontré les faits, depuis qu'ont été établis des contacts entre les deux pays jusqu'à ce jour, elles n'ont pas été marxistes-léninistes, sincères, bienveillantes ni internationalistes » (...)

« La visite de Houa Kouo-feng à Belgrade confirme que la Chine n'a pas été et n'est pas un pays socialiste, qu'elle ne s'est pas guidée et ne se guide pas sur l'idéologie marxiste-léniniste » (...)

« La direction chinoise, comme vous le savez, s'est livrée, à travers Chou En-lai et ses compagnons, à une série de chantages pour nous imposer une alliance militaire avec la Yougoslavie et la Roumanie. » (...)

N.B : Certes, Enver Hoxha maintient sa « condamnation du social-impérialisme soviétique », mais il en reprend ici les pires injures et calomnies antichinoises.

Des voix s'élèvent pour faire échec à la division Français-immigrés

AL'OCCASION du 40e congrès, notre conception de l'immigration doit être adaptée, notre démarche en direction de cette main-d'œuvre immigrée doit changer. (...) Nous arrivons à la situation qu'au niveau de nos organisations pour faire face à notre activité en direction de ces travailleurs, on nomme un responsable à l'immigration, on met en place une commission. C'est une démarche qu'il faut que l'on change.

(...) Enfin quelques éléments de réflexion autour de deux idées sur l'activité de la CGT en direction des immigrés :

— La première c'est intégrer d'une part les revendications des immigrés dans le cadre des revendications générales...

— La deuxième c'est la prise en charge par les directions des organisations syndicales à tous les niveaux des questions dites spécifiques à l'immigration.

D'ailleurs, aujourd'hui encore plus qu'hier, il n'y a pas deux politiques, l'une dite d'exploitation capitaliste en direction de tous les salariés, l'autre une politique raciste en direction des immigrés... La politique raciste n'est que la traduction politique, l'arme idéologique de division, exemple les campagnes racistes (...).

C'est ainsi qu'H. Sassi, membre de la Fédération de la construction, lance

le débat sur le rôle de la CGT et des immigrés (lettre publiée dans *Le Peuple*). Le reproche fait en général par les militants est celui d'un certain désintérêt par rapport aux problèmes et aux luttes des immigrés : on nomme un responsable, une commission, et c'est tout. En fait, on laisse les immigrés seuls. Et c'est vrai.

Alors que Stoléro a entrepris une vaste campagne contre les immigrés, qu'il organise la répression de l'immigration et les expulsions et « retour au foyer », quelle a été la réaction de la CGT ? Pas une seule fois, la *Vie ouvrière*, organe de la CGT, n'a titré à la une sur cette attaque massive. La CGT n'a pas appelé à manifester, et quand elle parle des mesures Stoléro, elle titre en page intérieure : « La mesure Stoléro : absurde et dangereuse », ce qui n'appelle pas particulièrement à une mobilisation des travailleurs ! Dans l'article, tout en s'élevant contre l'odieuse manœuvre, l'auteur n'oublie pas de poser la question : « Enfin, ces 10 000 F (qui ne leur seront versés qu'à leur arrivée au pays et en monnaie locale), personne ne sait d'où ils proviendront, l'Etat n'ayant dégagé aucun crédit à l'heure qu'il est ».

C'est pour le moins ambigu et cela laisse entendre que des Français seront lésés.

Dans le document d'orientation du congrès, que

trouvons-nous sur le sujet ? Un tout petit point : « Parmi ceux que leur situation précaire expose en permanence à toutes les menaces se trouvent la grande majorité des travailleurs immigrés et leurs familles.

Ils cumulent très souvent les plus bas salaires et les pires conditions de travail et d'existence. Ils sont en outre victimes du racisme et des campagnes réactionnaires qui l'entretiennent, depuis l'humiliation quotidienne jusqu'aux crimes que le pouvoir laisse impunis.

Travailleurs utiles au développement économique, ils sont accusés d'être responsables du chômage. On cherche à dresser l'opinion contre eux, ils sont licenciés, expulsés, refoulés arbitrairement.

L'aspiration à une place entière parmi les travailleurs et dans la population du pays où ils vivent grandit parmi eux. Leurs revendications et leurs luttes vont dans ce sens et sont partie intégrante du combat de la classe ouvrière. »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est un tableau pleurnichard qui ne fait ni le lien de l'immigration avec l'impérialisme français, ni ne met à sa véritable place les travailleurs immigrés dans les luttes de ces dernières années où ils ont souvent été les combattants les plus déterminés : qu'on se souvienne des éboueurs, des nettoyeurs du métro ou des

ouvriers sur presse à Renault, sans parler de la longue et exemplaire lutte dans les foyers Sonacotra !

Les militants de la CGT aspirent à l'unité Français-immigrés, à l'unité de la classe ouvrière. Ils souhaitent soutenir les luttes des immigrés, et en particulier celle des résidents des foyers Sonacotra et le font : des sections commencent à apporter leur soutien, ce qui explique peut-être pourquoi la CGT reprend à son compte dans le rapport d'activité : « En 1977, retour des immigrés expulsés par le ministre de l'intérieur lors des grèves dans les foyers » !!! Des travailleurs se lèvent pour poser la question et demander de changer d'attitude. C'est le cas dans le débat pour le 40e congrès, c'est aussi le cas dans d'autres congrès, comme celui de la région parisienne qui vient de se tenir et où des militants sont intervenus pour poser la question de l'attitude de la CGT par rapport aux immigrés, en particulier à la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

Il est certain, comme le dit le militant que nous avons cité au début, qu'il ne fait pas faire des immigrés une catégorie qu'on oublie, mais il faut que leurs problèmes spécifiques soient posés, véritablement et avec force. Or, alors que la propagande raciste est développée par le gouvernement qui veut diviser les travailleurs, on peut s'étonner de la maigre place faite

dans les documents du congrès et que la nécessité de l'unité de la classe ouvrière ne fasse pas l'objet d'un chapitre particulier ; il s'agit bien plus que

de revendications spécifiques, il s'agit de construire Français et immigrés l'unité de la classe ouvrière.

Claire MASSON

Culturel

Bon anniversaire Joris Ivens !



LE samedi 18 novembre, Joris Ivens fêtera son 80e anniversaire. Joris Ivens est sans aucun doute le plus important des cinéastes progressistes et révolutionnaires de notre époque. Dès les années 1930, Ivens a mis sa caméra au service du peuple en réalisant alors un film sur le rôle de la jeunesse dans l'édification socialiste en URSS. En 1933, il réalisait un long métrage sur les grèves des mineurs du Borinage en Belgique. Lors de la guerre d'Espagne, il soutient la lutte des Républicains avec *Terre d'Espagne*. Il part ensuite en Chine pour y tourner *Quatre cent millions* et c'est à l'occasion de ce séjour qu'il parviendra, en déjouant la surveillance des agents de Tchang Kai-Chek, à faire don d'une caméra au Parti communiste chinois.

Au fil des années, Ivens a apporté avec sa caméra un actif soutien aux peuples indonésiens et vietnamiens en lutte pour l'indépendance. Plus récemment, en 1974, lors de son troisième séjour en Chine, accompagné de Marceline Loridan, Ivens réalisait sous le titre *Comment Yukong déplaça les montagnes* douze heures de films sur les différents aspects de l'édification socialiste en Chine populaire.

La vie et l'œuvre de Joris Ivens doivent être un exemple pour les cinéastes qui veulent mettre leur caméra au service du peuple et en faire une arme. Pour cela « il faut commencer par être un militant tout court, sans caméra, engagé dans la lutte politique de chaque jour » et savoir que « si la caméra est l'arme du cinéaste militant... dans certains pays, à certaines périodes, dans certaines circonstances, la lutte pour la libération des peuples et la révolution socialiste exigent une autre arme : le fusil ».

Sa vie, marquée par une activité infatigable, a été toute entière au service de la lutte des peuples pour la libération et la révolution socialiste.

Un camarade.
Citations extraites du *Guide du cinéma militant* de Guy Hennebelle *Cinéma d'aujourd'hui*.

— A lire Joris Ivens de Robert Grelier aux Editions Français réunis.
— Joris Ivens de A. Zalmon chez Seghers. Ces livres sont disponibles aux Herbes sauvages.

Pour une nouvelle page d'histoire en Méditerranée

DE retour d'un séjour de six semaines en URSS, le président algérien Boumédiène, adressait mercredi un important message sur l'avenir de la coopération entre la France et les pays du Maghreb, au président français. Il appartient maintenant à Giscard de donner une suite positive aux propositions du gouvernement algérien.

« (...) Le dialogue rétabli l'été dernier à un niveau responsable nous a semblé, au-delà des différences d'approche et du caractère spécifique de nos politiques respectives, résolument tourné vers la recherche et la promotion d'une situation nouvelle, justement préoccupé par l'impératif de liberté pour tous les peuples maghrébins, le retour de la sécurité, de la stabilité et de la paix dans une région à laquelle l'Algérie comme la France appartient.

En ces temps de méfiance et de tension, la France peut beaucoup dans toute la mesure où elle décide. Les liens puissants qu'elle a su tisser

à travers l'histoire avec tous les pays maghrébins pourraient lui assigner un rôle de choix et qui, s'il est satisfait les droits nationaux du peuple sahraoui et réparées les injustices commises à son encontre, peut donner à la coopération de votre grand pays avec le nouvel ensemble maghrébin une impulsion sans précédent.

Si telle est votre volonté et si l'intérêt du peuple français le commande, je puis vous assurer que vous trouverez toujours en moi, en l'Algérie et ses dirigeants des interlocuteurs attentifs, imaginatifs et décidés à écrire avec vous, comme avec tous les autres partenaires du bassin occi-

dental de la Méditerranée, une page nouvelle d'histoire, celle de la paix, de progrès et de justice, de paix (...).

Tel est l'essentiel du message du président algérien.

La politique suivie par le gouvernement français dans la région du Maghreb, jusqu'à récemment, a largement contribué à y développer les divisions et les tensions, entre le Maroc et la Mauritanie d'une part et l'Algérie d'autre part. Cette politique, le peuple sahraoui qui mène une lutte légitime pour le droit à l'autodétermination, fut le premier à en faire les frais, tandis que les deux superpuissances profitaient, elles, de la tension pour manœuvrer dans la région.

Le changement de gouvernement survenu au début de l'été en Mauritanie, ainsi que les propositions de règlement formulées

par le Front Polisario contribuèrent à faire grandir l'espoir d'une solution négociée et pacifique au problème du Sahara ; ce qui serait incontestablement dans l'intérêt des peuples et pays du Maghreb qui tous appartiennent au tiers monde.

L'attitude qu'adoptera le gouvernement français dans la suite de cette affaire constituera, si elle est positive, un gage de sa volonté de développer la paix et la sécurité en Méditerranée.

Quant aux propositions du gouvernement algérien de donner sur cette base une nouvelle impulsion à la coopération entre « tous les partenaires du bassin occidental de la Méditerranée », elle est tout à fait conforme aux intérêts des peuples de la région et en particulier des peuples algérien et français. A l'heure où la rivalité entre les superpuissances s'intensifie ainsi que leurs préparatifs de guerre, il s'agit d'une importante contribution au renforcement des liens d'unité entre pays du second monde et du tiers monde.

Pierre MARCEAU

Qu'y a-t-il derrière la tête des patrons ?

La répartition des licenciements aux chantiers navals de la Ciotat est pour le moins étrange...

SUR six mille ouvriers, mille trois cents licenciements ont été prononcés aux Chantiers navals de la Ciotat. Leur analyse est très instructive.

Les plus touchés sont les travailleurs qui ont un long temps de boîte — vingt ans et plus —, qui sont qualifiés, les moins combattifs, pas syndiqués, pas organisés politiquement.

Parmi eux, des spécialistes irremplaçables, des chefs (117 touchés), des cadres supérieurs (45)... Ainsi, des sections entières sont sans direction, plus personne ne pouvant lire un plan.

En plus de cela, certains immigrés, mais pas particulièrement eux, sauf en ce qui concerne ceux qui logent au foyer Sonacotra : sur 230, 184 sont licenciés.

Il n'y a pas de délégués syndicaux licenciés et les bureaux d'étude ont été gardés pratiquement intacts.

Les secteurs de préfabrication de bateaux sont les plus touchés, par contre à la peinture, par exemple, il n'y a presque pas de licenciés.

Les boîtes sous-traitantes — de grosses boîtes style Gondella ou autres — n'ont pas été touchées par les licenciements bien que sur le bateau « 320 » par exemple 800 ouvriers d'entreprises sous-traitantes y travaillent.

Voilà les faits ; leur analyse est complexe et permet de mieux entrevoir ce que les patrons veulent faire :

1) Jouer sur toutes les contradictions existant dans la classe ouvrière :

— Entre grévistes et non-grévistes ; on licencie les non-grévistes et on espère ainsi que les ouvriers combattifs seront contents ;

— Entre Français et immigrés ; on licencie quelques immigrés, mais pas trop, on entretient ainsi un certain racisme. En ce qui concerne les immigrés du foyer Sonacotra, on pense bien qu'un immigré logeant en foyer et jeté à la rue ne sera pas chômeur longtemps et sera un candidat au départ... quitte à le pousser un peu ;

— Entre qualifiés et non-

qualifiés ; ceux qui ont un savoir se débrouilleront toujours, n'est-ce pas ?

— Entre les entreprises sous-traitantes et les chantiers navals de La Ciotat (CNC). En effet, la solidarité ne fut jamais parfaite dans le passé et les conflits furent souvent séparés parfois jusqu'à l'absurde par manque de coordination. Et aux CNC, « on » fait circuler l'idée que les sous-traitants bouffent le travail des CNC.

2) En opérant de tels licenciements psychologiques, on a surpris tout le monde et ainsi démobilisé les travailleurs et cassé la lutte. Personne ne s'attendait à cela. Pensez les pères de famille nombreuse sont les premiers licenciés. Ainsi on fait avaler en douceur une première vague de licenciements en comptant circonscire au maximum les luttes.

De plus, jeter à la rue tous les ouvriers combattifs, syndiqués et organisés ensemble, n'est-ce pas un risque que la direction ne veut pas prendre.

3) L'organisation économique et ses projets : on peut tirer comme conclusion provisoire que la direction a résolument saboté les CNC aujourd'hui en enlevant les travailleurs les plus qualifiés. En fait, on peut penser qu'elle n'a pas, pour les 3-4 ans à venir, de gros projets de construction de bateaux (d'où la disparition du secteur préfabrication) qu'elle veut terminer ceux déjà commencés (on garde les secteurs de finissage).

Du point de vue économique, ces licenciements sont absurdes pour les chantiers et laissent prévoir une seconde vague de licenciements.

Des bruits les annoncent pour mars 1979 avec 1 600 licenciés. Aujourd'hui, la première vague est, il faut bien le dire, passée. Chacun pense à la seconde. Cette acceptation de fait n'encourage pas à la lutte. Les conditions de la lutte sont dures mais les travailleurs peuvent gagner.

Correspondant

Trop rare

Les travailleurs immigrés à la télévision

Dans le cadre de la « Semaine du dialogue entre Français et immigrés » de nombreuses manifestations sont organisées notamment sur les trois chaînes de télévision. Ces émissions porteront sur le dialogue entre Français et immigrés sur les conditions de vie et de travail des travailleurs immigrés. C'est l'une des rares fois où l'on parle des travailleurs immigrés à la télévision. A cette occasion, nous pourrions découvrir de nombreux aspects de la culture des travailleurs immigrés de toute nationalité. Il ne faut pas rater ces émissions qui peuvent servir de base de discussion pour combattre les idées racistes.

l'émission « Une minute pour les femmes » parlera de la « Semaine du dialogue entre Français et immigrés ».

Vendredi à 17 heures, sur TF1, la télévision scolaire présentera un dossier sur la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés. Outre ces cinq émissions, deux grands films seront présentés dont un mardi sur Antenne 2 aux « Dossiers de l'écran ».

LES AMBASSADEURS

Mardi 21 novembre, aux « Dossiers de l'écran » à 20 h 35, sur Antenne 2, nous pourrions voir « Les Ambassadeurs » de Naceur Ktari. Le film est tourné à la Goutte d'Or, il montre l'aventure d'un jeune paysan algérien, un des millions d'ambassadeurs qui s'exilent pour travailler en France. Avec ce jeune travailleur, Saïah, nous découvrons la dure vie des immigrés à la Goutte d'Or, à Paris, le racisme, l'exploitation sur les chantiers et la révolte des travailleurs immigrés. Ce très bon film qui pour une fois est largement diffusé sera suivi d'un débat avec notamment Stoléru, un maire de banlieue (du PCF), l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun et Jacques Plassard, directeur du centre de recherches pour l'expansion économique.

MOSAÏQUE

Dimanche 19 novembre à 10 h 30 : cette émission comprend trois reportages : un premier reportage sur les relations français-immigrés dans le travail, un autre dans le cadre de l'habitat, un troisième dans la cité. Ces reportages sont suivis d'un débat sur le dialogue entre Français et immigrés dans ces trois moments de la vie quotidienne. L'émission comprend aussi une partie variétés avec des chanteurs immigrés et des chanteurs français qui ont fait des chansons sur les travailleurs immigrés : Carlos Andreu, chanteur espagnol, Fernando Marques, chanteur portugais, Bahia, chanteuse tunisienne, Pierre Perret et Catherine Lara. L'invité sera Guy Bedos.

Lundi 20 novembre à 18 heures, l'émission « A la bonne heure » sur TF1 portera sur ce thème « Peut-on se passer des travailleurs immigrés ? »

Mardi 21 novembre à 18 heures, sur TF1 « A la bonne heure » a pour thème « Vingt-quatre heures de la vie d'un immigré ».

Mercredi à 18 h 15 sur TF1, le thème de « A la bonne heure » sera « Les enfants d'immigrés et notre école ».

Sur TF1, lundi à 19 h 15,

ELISE OU LA VRAIE VIE

Ce film avec Marie-José Nat est tiré du beau livre de Claire Etcherelli, édité chez Folio. Il raconte tout simplement mais de façon poignante la rencontre entre une jeune ouvrière française et un ouvrier algérien. Tous deux travaillent dans une usine d'automobile à Paris. On est en 1960, en pleine lutte de libération du peuple algérien. Arezki, l'ouvrier algérien appartient au FLN.

Usine de retraitement de la Hague

3 travailleurs gravement contaminés par du plutonium



Les fûts radioactifs empilés les uns sur les autres à l'usine de retraitement de la Hague.

TROIS travailleurs de l'usine de La Hague ont été contaminés par de l'oxyde de plutonium alors qu'ils manipulaient une bougie filtrante dans une unité de calcination de plutonium. Sept autres travailleurs sont placés aussi sous surveillance médicale.

LA HAGUE

L'usine de La Hague, située à 20 km de Cherbourg, dans le nord de la presqu'île du Cotentin (Manche), est une des usines françaises de retraitement de combustibles irradiés (c'est-à-dire de l'uranium enrichi qui a servi dans les centrales nucléaires). Elle traite les oxydes issus de la combustion du plutonium dans les surgénérateurs.

LA CONTAMINATION DE CES TROIS TRAVAILLEURS N'EST PAS UN CAS ISOLE

Le nombre des incidents de contamination se montait à 280 cas en 1973 et à 453 cas en 1974. Les deux tiers touchent du personnel des entreprises extérieures travaillant pour La Hague. En 1975, les contaminations se montaient à 572 cas !

En effet, les travailleurs de La Hague ne dépendent pas tous de la CEA *, certains dépendent d'entreprises extérieures.

Ces travailleurs des entreprises extérieures ont beaucoup moins de contrôles que ceux de la CEA. Ils ne bénéficient, ainsi que les intérimaires, que d'un contrôle médical « réduit » qui ne permet pas « d'être suivi ». Ainsi, si l'un d'eux est atteint d'un cancer ou d'une leucémie des années après son embauche à La Hague, il ne pourra pas se retourner contre ce centre.

Pour les travailleurs de la CEA, le problème se pose un peu différemment, puisqu'ils sont astreints à des contrôles médicaux plus sé-

rieux. Mais le contrôle médical n'empêche pas l'accident comme le montre celui survenu à La Hague jeudi dernier. Le plus scandaleux dans cette affaire est bien la position de la direction qui affirme que cet accident est une faute professionnelle. La CFDT déclare par contre : « Dans le local, il n'y a pas d'appareil de mesure de la radioactivité atmosphérique. De plus, il faut transporter la bougie dans plusieurs pièces, ce qui a naturellement entraîné la propagation de la pollution. »

Ainsi trois travailleurs sont gravement contaminés, sept autres sont sous contrôle médical et la direction ose parler de faute professionnelle !

LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE EN MATIERE DE SECURITE

Ces propos odieux se rattachent à toute la politique de la bourgeoisie en matière de sécurité et

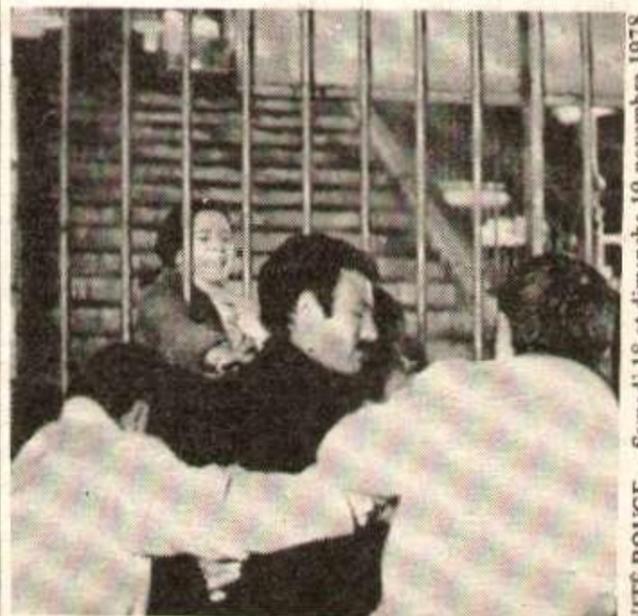
de prévention.

Le problème de la sécurité peut être abordé sous deux angles. Tout d'abord, il y a des dangers qui peuvent être évités (c'est sûrement le cas de l'accident de jeudi dernier), puisque des systèmes de prévention existent. Seulement ils ne sont pas toujours appliqués ! Ensuite survient le problème des dangers qui, eux, sont inévitables.

Et là, il n'y a qu'une seule position défendable : interdire tous travaux, toutes manipulations.

Dans les deux cas, le manque de prévention, de sécurité n'est dû qu'à une seule chose : la bourgeoisie s'efforce de réduire au minimum la sécurité pour des raisons de profit. Ceci n'est pas uniquement le fait de l'industrie nucléaire. Les monopoles publics et privés recherchent toujours le profit maximum au détriment de la sécurité des travailleurs et de la population.

Nathalie VILLOTIERS
* CEA - Commissariat à l'énergie atomique.



L'arrestation d'Arezki dans le film « Elise ou la vraie vie » qui passera sur FR8 le mercredi 22 novembre à 20 h 30.



(Photo commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra).

Français-immigrés

Egalité des droits

Il y a dans notre pays deux millions de travailleurs immigrés de très nombreuses nationalités. Les plus nombreux aujourd'hui sont originaires d'Afrique du Nord. Tous sont venus en France poussés par la nécessité de

trouver un travail qu'ils ne trouvent pas chez eux. Dans leur pays, en effet règne ou régnait il n'y a pas si longtemps la misère due le plus souvent à la domination économique et politique des pays capitalistes les plus développés, la Fran-

ce en particulier. Venu en France pour échapper à la misère, ils n'ont pas trouvé chez nous ce que, souvent, ils attendaient. Nous seulement ils sont déracinés, mais de plus ils doivent accomplir les travaux les plus pénibles et

les plus sales. Ils sont en butte au racisme et aux tracasseries administratives et policières ; ils sont privés des droits politiques fondamentaux. Ils sont logés le plus souvent dans des conditions scandaleuses. Aujourd'hui la bour-

geoisie mène contre eux une campagne raciste pour leur faire endosser aux yeux des travailleurs français la responsabilité du chômage et pour diviser les travailleurs français et immigrés. Contre eux, elle a pris les mesures Stoléru afin d'en expulser un grand nombre. La bourgeoisie suscite contre eux des crimes racistes dont les auteurs bénéficient de l'impunité la plus totale. Pour la bourgeoisie, les travailleurs immigrés sont une main d'œuvre à bon marché qui doit rester docile et accepter la condition scandaleuse qui est la sienne.

Nos deux partis, le PCF et le PCML, qui se placent sur les positions révolutionnaires du prolétariat, considèrent les ouvriers immigrés comme partie intégrante de celui-ci. Les travailleurs immigrés qui sont à 95 % des ouvriers, représentent 20 % de

la classe ouvrière de France. Nos deux partis travaillent à l'unité de la classe ouvrière et en particulier entre les ouvriers français et immigrés. Cette unité est nécessaire car les uns et les autres ont les mêmes intérêts de classe. Ils subissent ensemble l'austérité imposée par la bourgeoisie et très souvent se battent côte à côte sur les mêmes revendications, contre les licenciements pour de meilleurs salaires, etc.

Aujourd'hui, des milliers d'ouvriers luttent aussi contre les conditions indécentes de logement, contre les expulsions dont ils sont victimes. Ils exigent l'abrogation des mesures Stoléru. Nous devons soutenir ces revendications.

*A travail égal, salaire égal
Liberté de circulation
Liberté d'organisation
politique, syndicale et
culturelle sur la base de
leur propre nationalité*

Français-immigrés, une seule classe ouvrière

Dossier réalisé en commun par le *Quotidien du Peuple* et l'*Humanité rouge*.

4 ans de lutte dans les foyers SONACOTRA

Le PCF contre la grève

Je ne comprends pas pourquoi mon parti n'a pas voulu venir, je pense que c'est une erreur... nous disait un jeune du FJT, à la cité qui entoure le foyer Romain Rolland de Saint-Denis. Ce jeune était au PCF, c'était juste après l'expulsion de dix-huit délégués du Comité de coordination des foyers Sonacotra, en avril 1976. Trois délégués du foyer Romain Rolland venaient d'être expulsés. Les résidents organisaient une manifestation pour protester contre cette répression et pour populariser leur lutte. A la mairie de Saint-Denis, il n'y avait personne. C'est pourtant une municipalité PCF qui prétend défendre les intérêts des travailleurs.

Thionville, à Metz, où le PCF se targue pourtant de faire des comités anti-expulsions, il n'a pas levé le petit doigt devant la répression contre les résidents. Quand des militants du PCF à Thionville ont demandé à leurs responsables pourquoi une telle attitude, ils ont eu pour toute réponse : « On s'en occupe, on s'en occupe ». Il y avait pourtant treize expulsions ! Cette attitude constante de leur direction a fait dire à ces militants : ce n'est pas une erreur mais bien une ligne politique décidée.

LES NEGOCIATIONS FOYER PAR FOYER

Dès le début de la lutte dans les foyers Sonacotra, les résidents ont cherché à se regrouper, à mettre sur pied une plate-forme de lutte commune. Petit à petit, ils ont constitué leur Comité de coordination rassemblant les délégués des foyers en lutte. Cette organisation qu'ils se sont donnée a fait la preuve en quatre ans de lutte de sa force, de sa représentativité. C'est bien grâce à cette unité forgée pas à pas contre les divisions entre différentes nationalités, entre différentes situations spécifiques, qui a fait la force de la lutte.

Dès le début, le PCF a fait exactement l'inverse. Alors qu'il était clair pour les résidents qu'il n'était pas possible de gagner foyer par foyer, le PCF, par l'in-

termédiaire le plus souvent de la CGT, a carrément essayé de mener des négociations foyer par foyer dans le dos des résidents. Au lieu de rechercher l'unité à l'intérieur des foyers, il a tenté d'impulser des comités CGT. Le résultat de ces pratiques, quand elles réussissent à s'imposer, c'est l'isolement des foyers concernés, la vulnérabilité de la lutte. N'a-t-on pas vu des avocats de la CGT, lors des derniers procès de cette année, conclure de dangereux compromis avec la justice et la Sonacotra ? Ainsi, comme à Gennevilliers, ils ont proposé, contre une reprise des paiements et le rattrapage des arriérés, l'arrêt des poursuites ! Or, depuis le temps que se battent les résidents, ils ne sont pas prêts à lâcher la lutte sans obtenir satisfaction. Mais la justice avait entre les mains une justification pour expulser puisque les paiements n'étaient pas effectués. Voilà où a mené de fait cette politique de négociation foyer par foyer.

CALOMNIES CONTRE LA COORDINATION

Mais ce n'est pas tout. Pour gagner, cette lutte a besoin d'un soutien large des travailleurs français. Dans ce sens, les syndicats auraient pu jouer un rôle important. Mais depuis qu'il y a des ans, c'est le contraire

La CGT, reprenant intégralement l'analyse du PCF, s'est refusée à tout soutien au niveau de sa direction et de la grande majorité des structures. Voyant qu'il n'arrivait pas à chapeauter la lutte, à y imposer son point de vue, le PCF ne s'est pas contenté de garder le silence. Il a répandu les plus basses calomnies contre le Comité de coordination aux moments les plus décisifs. C'est ainsi qu'on pouvait lire, quelques mois avant les expulsions d'avril 1976, en toutes lettres dans l'*Humanité* : « La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un Comité de coordination qui décrète représenter les quarante-sept foyers en lutte et qui, par ses revendications démagogiques et son intransigeance, a contribué à faire échouer les négociations avec la Sonacotra. »

Dans ces conditions, comment s'étonner que, quand les expulsions sont arrivées, le PCF n'ait pas jugé bon de participer à la riposte développée par les résidents autour du Comité de coordination ?

LE REFUS DE SOUTENIR LA LUTTE

Ce que n'a pas accepté le PCF, et dans son sillage la CGT, c'est que les résidents des foyers aient forgé leur unité, conquis leur propre direction sur leur lutte. Par toutes les calomnies qu'ils ont répandues, ils ont tenté d'empêcher tout soutien des travailleurs français. Aujourd'hui, les syndicalistes CGT qui prennent parti pour la lutte des résidents se voient taxés d'aventurisme, de gauchisme, d'antisindicalisme. Ils trouvent en face d'eux

DEPUIS le début de l'été, la direction de la Sonacotra a poursuivi devant les tribunaux plusieurs dizaines de résidents. Son but : mettre fin à une grève qui dure depuis bientôt quatre ans et qui rassemble aujourd'hui 30 000 résidents autour du Comité de coordination. Ces dernières semaines, les expulsions et les agressions policières se sont multipliées, en Lorraine, à Massy, à Gennevilliers etc. Samedi, la manifestation convoquée à Paris, métro Barbès, montrera à la Sonacotra et à Stoléru que les résidents ne se laissent pas intimider et qu'ils continueront la lutte.

Poursuivis pour leur lutte dans les foyers, les travailleurs immigrés sont aussi les premiers licenciés dans les usines. Face aux divisions entretenues par la bourgeoisie, construisons l'unité Français-immigrés.

L'immigration, pourquoi ?

L'IMMIGRATION comme le chômage sont des produits du capitalisme. Pas plus que les Bretons ou les Auvergnats n'ont choisi de venir travailler à Paris ou dans quelque autre région de France, les Polonais d'avant-guerre, les Espagnols, les Italiens, Portugais ou Algériens n'ont choisi de quitter leur famille et leur pays pour venir travailler en France. C'est la misère qui les y a poussés.

D'où vient cette misère qui contraint des milliers d'hommes à s'expatrier ? Depuis le début du siècle, le monde est dominé par quelques pays capitalistes développés. Ces pays ont envahi de nombreux autres pays plus pauvres avec leurs marchandises et leurs capitaux. Ils ont ainsi freiné le développement économique de ces pays. Ce fut le cas de la Pologne avant la guerre, du Portugal ou de la Turquie aujourd'hui dont ils ont ruiné l'économie nationale.

Dans d'autres pays directement colonisés, ils ont exproprié massivement les paysans, les réduisant à la plus extrême misère, transformant des pays entiers en réserve de travail pour les pays riches.

Les gouvernements successifs en France et le patronat ont depuis un siècle environ organisé l'immigration. Pour cela, ils ont passé (et ils continuent de le faire) des contrats avec certains pays en y installant des agences de recrutement, en mettant sur pied des organismes officiels de migration.

Dès la guerre de 1914-1918, l'Etat français a enrôlé des contingents de travailleurs des colonies pour soutenir l'industrie de guerre (220 000 en tout dont 132 000 Nord-Africains). Depuis, le mouvement n'a jamais cessé.

Le recours à l'exploitation de la force de travail des immigrés présente de nombreux avantages pour les capitalistes. Ce sont des ouvriers qui arrivent en France prêts à produire, dont l'Etat français n'a pas eu à supporter les charges d'éducation. Ils arrivent le plus souvent sans leur famille. Ils acceptent plus facilement que les travailleurs français des conditions de vie et de travail très dures. Enfin, une fois qu'ils sont usés ou devenus indésirables pour les profits, ils peuvent être expulsés. Voilà pourquoi les capitalistes ont recours aux travailleurs immigrés.

non seulement des campagnes racistes de la bourgeoisie mais tout le poids des dirigeants syndicaux. Dans la situation de crise actuelle, où les immigrés sont présentés comme les responsables du chômage,

cette position est particulièrement criminelle car elle renforce les divisions de la classe ouvrière. C'est pied à pied qu'il nous faut le combattre dans les usines et les quartiers. Monique CHERAN

La politique du gouvernement

Racisme et division

LA bourgeoisie fait venir en France des travailleurs immigrés quand elle en a besoin, quand ses profits l'exigent. Mais quand la crise économique est là, quand les relations avec certains pays arabes telle que l'Algérie se dégradent ou quand les travailleurs immigrés refusent la situation scandaleuse qui leur est faite, alors là la bourgeoisie ne s'embarrasse plus guère d'humanisme. Elle suscite des campagnes racistes, des attentats ou des crimes, elle organise les expulsions contre les travailleurs immigrés.

Depuis plusieurs années, la bourgeoisie a engagé l'offensive anti-immigrés. Toute une série de mesures ont été prises pour limiter l'immigration et la soumettre à un contrôle policier étroit.

En 1972, les circulaires Fontanet-Marcellin obligeaient les postulants à l'immigration à avoir en poche un contrat de travail d'un an pour pouvoir rentrer en France. Une fois en France ils devaient attester qu'ils avaient un logement régulier, faute de quoi, ils étaient expulsés. Enfin, toutes les démarches concernant les immigrés devaient être faites désormais, à la préfecture de police à Paris, dans les commissariats en province. Ces mesures mettaient donc les immigrés sous le contrôle étroit de la police et accroissaient considérablement les tracasseries administratives en même temps qu'elles restreignaient l'entrée des travailleurs étrangers en France.

LES MESURES STOLÉRU

Au printemps 1977, Stoléru décidait d'attribuer un million de francs à tout immigré volontaire pour repartir dans son pays. C'était là une escroquerie qui connut un lamentable échec.

En septembre 1977, furent prises les mesures Stoléru qui instituaient :

- L'arrêt de la délivrance de toute nouvelle carte de travail,
- L'extension du million pour « l'aide au retour »,
- La suspension de l'immigration familiale. Les travailleurs immigrés ne pouvaient plus faire venir leur famille.

Ces mesures ont pour objectif de réduire l'immigration. Elles faisaient des immigrés les boucs-émissaires en ce qui concerne le chômage. Ces mesures correspondaient aux vœux du patronat qui, au cours de ses assises annuelles en janvier 1977, avait réclamé le départ d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985 (voir encadré). Répondant à l'époque aux critiques et à l'indignation que suscitaient ces mesures, Stoléru déclarait : « Une campagne mensongère essaie de faire croire aux travailleurs français que la France mène une politique autoritaire de renvoi

Il en se passe pas de semaine sans qu'on apprenne des agressions contre les travailleurs immigrés. Si l'on prend l'immigration algérienne depuis 1971, soixante-dix travailleurs algériens ont été assassinés pour des motifs raciaux ou politiques. Des organisations fascistes nommées « commandos Delta, Charles Martel » ont été organisées à cet effet. On ne compte pas le nombre des victimes d'agression qui ont été seulement blessés. La bourgeoisie se garde bien de publier des chiffres sur ce qu'il convient d'appeler l'insécurité des travailleurs immigrés sur laquelle elle fait le silence le plus total.

LES CRIMINELS RACISTES JAMAIS PUNIS

Chaque fois qu'une difficulté se pose entre certains pays arabes et la France (en 1973, pour l'augmentation du prix du pétrole, il y a un an au moment de l'intervention française au Sahara occidental, etc.) une presse spécialisée, directement inspirée par le pouvoir, mène des campagnes de haine raciale et lance de véritables appels aux meurtres qui se traduisent dans les faits.

Jamais les auteurs de ces meurtres n'ont été inquiétés et les rares fois où ils ont été appréhendés, ils ont bénéficié de non-lieu, même lorsqu'ils ont avoué leurs crimes.

Aujourd'hui la cible de Stoléru, ce sont notamment les résidents de la Sonacotra. Faute de pouvoir casser la grève, Stoléru et la Sonacotra ont engagé des poursuites contre certains résidents en vue de les expulser. Cependant, toutes ces mesures, cette politique raciste du pouvoir a eu pour effet de susciter la lutte des travailleurs immigrés.

une politique raciste. Cette présentation est fautive...

REGULARISATION DE LA DÉTENTION ARBITRAIRE

Ces déclarations de Stoléru étaient démenties en décembre 1977. Une circulaire de Peyrefitte et Bonnet régularisait la détention arbitraire des travailleurs immigrés, ce qui s'était fait clandestinement à Arenc auparavant, pouvait dorénavant l'être régulièrement pendant sept jours dans n'importe quelle prison. Pour Stoléru, ce n'est pas là l'indice d'une politique autoritaire de renvoi.

DES ASSASSINATS PAR CENTAINES

Ces mesures avaient pour toile de fond des campagnes du pouvoir ponctuées par des crimes racistes.



Le foyer de la rue Sedaine à Paris. Un incendie criminel a eu lieu dans ce foyer faisant plusieurs morts et blessés graves. Les auteurs n'ont toujours pas été retrouvés. (Photo HR).



Manifestation des travailleurs français et immigrés de Chausson.

Dans les luttes au coude à coude

FIN mal cette année, les 600 OS des grandes presses de Renault-Flins, majoritairement immigrés, étaient en grève sur les qualifications et les salaires. A plusieurs reprises, les nervis les ont attaqués, les flics les ont expulsés de leurs ateliers.

Cette lutte déterminée a été suivie avec une grande attention, dans les usines du pays. Parce que c'était une des premières grandes grèves d'après les élections, parce que Renault, ça compte. Parce qu'aussi, les revendications des grévistes de Renault étaient largement celles de l'ensemble de la classe ouvrière. Renault était en lutte, les travailleurs se sont sentis concernés.

Déjà, quelques semaines plus tôt, les ouvriers des chantiers des centrales nucléaires de Braud-Saint-Louis, en Gironde et de Dampierre-en-Burly, près d'Orléans, avaient mené une dure lutte. Là encore, les travailleurs immigrés constituaient la majorité. Aujourd'hui encore, chez Azur, une entreprise de biscuiterie, à Vincennes, des ouvrières en majorité portugaises occupent leurs ateliers et on remis en route leurs machines, pour populariser leur lutte et refuser les licenciements.

Indéniablement, les travailleurs immigrés occupent aujourd'hui toute leur place dans les luttes de la classe ouvrière. Ils y affirment leur refus d'être traités comme du bétail, à l'usine et au foyer. A la manifestation du 8 juillet à Paris, contre les procès de la Sonacotra, un ouvrier africain de l'usine de Flins nous montrait sa lettre de licenciement. Malgré la répression, il continuait à se battre.

Dans la plupart des luttes d'usine, travailleurs immigrés des différentes nationalités et travailleurs français se retrouvent au coude à coude sur les mêmes revendications. Chez Azur, par exemple, ouvrières portugaises et ouvriers maliens, ouvrières et ouvriers français, il n'y a plus de différence : dans la prise en main des tâches, dans la conduite de la lutte, ces vieilles divisions apparaissent pour ce qu'elles sont, un obstacle sur la route de la victoire.

Pourtant, la bourgeoisie ne ménage pas ses efforts. Dans la sidérurgie lorraine, par exemple, les maîtres de forges ont joué habilement pour désamorcer la riposte en licenciant prioritairement les immigrés. De plus en plus, les patrons n'embauchent plus les travailleurs étrangers que sous contrat, pour les

empêcher de prendre part aux luttes et les licencier plus facilement.

A l'ouïon, dans le 20^e arrondissement de Paris, une lutte avait eu lieu en 1977 dans laquelle les ouvriers immigrés avaient massivement pris leur place. Aussitôt après, la direction a licencié, ou forcé une partie importante d'entre eux à prendre leur compte. Pour les nationalités qu'elle embauchait avant, il n'y a désormais plus de place. Elle embauche sous contrat des réfugiés d'Asie du Sud-Est, dont elle sait qu'ils ne sont pas pour l'instant en mesure de lutter...

Par toutes ces mesures sélectives, la bourgeoisie fait doublement peser, chaque fois qu'elle peut, le poids de la crise et du chômage, en désignant comme responsables de la situation les travailleurs immigrés. C'est une lourde hypothèque sur l'avancée des luttes qu'il nous faut lever pas à pas. Pour surmonter ces divisions, nous avons l'acquis positif des luttes communes, la solidarité qui s'est frayée son chemin dans plus d'une grève. Il faut encore l'explication patiente de la réalité vécue par les travailleurs immigrés, bien souvent ignorée des travailleurs français.



Ouvriers Français-immigrés solidaires brûlent leurs lettres de licenciement. A l'époque la quasi-totalité des licenciés étaient immigrés.

L'immigration : une source de prospérité pour la France capitaliste

Ouvriers français et immigrés, les mêmes intérêts

L'aggravation continue du chômage, conséquence inéluctable de la crise économique du capitalisme donne une importance toute particulière au problème de l'immigration en France. Le patronat, le pouvoir et les politiciens bourgeois exploitent habilement cette situation pour attaquer les salaires et les conditions de travail de tous les ouvriers. Soumis à des conditions draconiennes de salaires et de travail, à des interdictions policières et administratives nombreuses, les immigrés sont présentés comme les responsables de la misère des chômeurs français. Des organisations d'extrême-droite, comme le PFN (Parti des forces nouvelles) de Le Pen, mènent ouvertement campagne pour le renvoi des immigrés et l'embauche des Français. Plus subtilement des ministres comme Beullac, alors ministre du Travail, des députés de la majorité, tout en se défendant d'être xénophobes, mêlent dans leurs discours, pour faire admettre les licenciements et l'austérité,

COMME nous l'écrivions dans le numéro d'hier, c'est sur la ruine et la misère engendrées par l'impérialisme dans des pays colonisés ou dominés, avec l'essor du capitalisme monopoliste dans quelques pays comme la France, que s'est développée l'immigration.

té, la question du chômage accru et la présence des travailleurs immigrés.

Des dirigeants qui se prétendent communistes, socialistes ou syndicalistes ouvriers, tout en accusant les patrons d'être responsables du fait, ont préconisé en leur temps l'arrêt de l'immigration, la limitation légale du nombre des immigrés dans diverses industries ou dans des communes et lancent des mots d'ordre de défense de la production et de l'emploi « français ». Tout cela contribue à faire croire aux travailleurs français qu'une solution à la crise pourrait résider dans le refoulement ou la limitation de l'embauche de travailleurs immigrés. Rien n'est plus contraire à la nécessité objec-

tive et aux intérêts de la classe ouvrière pour son unité dans la lutte contre les conséquences de la crise capitaliste et pour la préparation de la révolution socialiste.

Contrairement à une idée répandue et soigneusement entretenue par la bourgeoisie, l'immigration n'est pas un phénomène récent en France. Déjà en 1851, il y avait 380 000 travailleurs immigrés dans notre pays. En 1876, il y en avait 500 000, en 1886 : 1 126 500, en 1911 : 1 159 800. Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, des syndicats recruteurs firent entrer en France 132 000 Nord-africains, 48 995 Indochinois, 4 500 Malgaches et

36 900 Chinois sous contrat pour travailler dans l'industrie de guerre. Plus de 100 000 Espagnols furent introduits dans l'agriculture.

En 1918, 20 % des ouvriers des usines civiles de guerre étaient immigrés ! Sans compter les milliers qui furent enrôlés de force (Marocains, Sénégalais, Algériens, etc) pour servir de chair à canon dans les combats.

Après cette guerre et jusqu'en 1932, le nombre de travailleurs immigrés ne cessera d'augmenter d'année en année pour atteindre 1 379 000 en 1926 et 1 658 000 en 1933. Et encore, ce chiffre ne tient compte que des salariés contrôlés à leur entrée en France et, selon une estimation du PCF à l'époque, avec les clandestins

(surtout dans l'agriculture) et les familles il y avait environ 3 millions de personnes étrangères vivant en France en 1933.

Comme on le voit, le développement de l'économie française depuis plus d'un siècle ne s'est fait qu'avec l'exploitation sans cesse croissante de millions de travailleurs étrangers dans les rangs de la classe ouvrière. Exploitation en France même allée au pillage et à l'exploitation encore plus éhontée de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français.

Comme on le voit, le nombre et l'origine de ces travailleurs immigrés attestent à eux seuls qu'ils n'ont pu venir en France qu'à l'initiative et du fait de la volonté du gouvernement et des patrons pour disposer d'un prolétariat plus nombreux que ne le permettait le développement démographique de la population française. Le phénomène de l'immigration est, uniquement et sans contestation possible, lié à l'impérialisme et au système capitaliste.

On comprend dès lors pourquoi la bourgeoisie entretient l'ignorance sur ce phénomène et ne semble le découvrir qu'en période de crise ; quand on voit que depuis 130 ans il y a toujours eu, et toujours plus, de travailleurs immigrés, les mensonges démagogiques sur le chômage dont seraient responsables les travailleurs immigrés tombent d'eux-mêmes. Avant, pendant et après les diverses crises économiques, il y a toujours eu des travailleurs immigrés. Et c'est l'inverse qui est vrai : le développement économique important de notre pays, relativement à beaucoup d'autres, est dû à la présence des immigrés.

C'est aussi ce qui permet de comprendre l'énormité du mensonge qui consiste à dire que le chômage pourrait se résorber avec le départ massif des immigrés ou que c'est la volonté du patronat d'envisager une telle solution. Le départ massif des immigrés n'aurait pour conséquence que d'accroître la crise économique en désorganisant de vastes secteurs de la production.

Non, l'objectif du patronat et de sa propagande est tout autre ; il s'agit de faire de la main-d'œuvre immigrée une concurrente de la main-d'œuvre française, particulièrement en période de crise. L'objectif, c'est de réprimer les plus actifs, les plus conscients des travailleurs immigrés en multipliant les contrôles, barages et interdictions divers à leur rencontre (mesures Stoléro) afin d'expulser ceux qui entraînent leurs frères dans la lutte de classe et de maintenir l'ensemble sous une menace constante pour mieux les exploiter et les séparer des ouvriers français.

C'est ce qui permet de tracer la juste orientation de classe pour la riposte ouvrière à la crise capitaliste. Nous n'acceptons pas de dire ni de revendiquer : « Du travail pour les hommes et pas pour les femmes, pour les jeunes et pas pour les vieux ». Nous n'acceptons pas plus des mots d'ordre ou autres slogans préconisant du travail pour les Français et pas pour les étrangers. Ce serait faire le jeu du patronat en empêchant toute riposte aux licenciements, en créant des réflexes corporatistes qui conduisent certains travailleurs à laisser licencier certaines catégories (auxiliaires, plus de 55 ans, femmes, immigrés) et à ne bouger que quand on est soi-même concerné. Nos mots d'ordre, ce sont :

- A travail égal, salaire égal !
- Egalité des droits !
- Pas un seul licenciement !

Sans distinction de sexe, d'âge ou de nationalité. C'est seulement ainsi que l'unité de la classe ouvrière et du peuple peut se réaliser dans le but de frapper les profits et la politique des seuls responsables de la crise : les capitalistes et leur gouvernement.

Guy LEBRETON